



Arrêt

**n° 127 369 du 24 juillet 2014
dans l'affaire X / V**

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F.F. DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 31 mars 2014 par X, qui déclare être de nationalité algérienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 février 2014.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 28 avril 2014 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 2 mai 2014.

Vu l'ordonnance du 28 mai 2014 convoquant les parties à l'audience du 20 juin 2014.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en ses observations, la partie requérante représentée par Me M. KALIN loco Me H. VAN NIJVERSEEL, avocat.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil ») constate l'absence de la partie défenderesse à l'audience.

Dans un courrier du 4 juin 2014 (dossier de la procédure, pièce 10), la partie défenderesse a averti le Conseil de cette absence en expliquant en substance que dans le cadre de la présente procédure mue sur la base de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »), « *Si la partie requérante a demandé à être entendue, je considère pour ma part ne pas avoir de remarques à formuler oralement* ».

En l'espèce, l'article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience.

Lorsque la partie requérante ne comparaît pas, ni n'est représentée, la requête est rejetée. Les autres parties qui ne comparaissent ni ne sont représentées sont censées acquiescer à la demande ou au recours. [...] ».

Cette disposition ne contraint pas le juge, qui constate le défaut de la partie défenderesse à l'audience, à accueillir toute demande ou tout recours (en ce sens : C.E. (11^e ch.), 17 mars 2011, E. Y. A., inéd., n° 212.095). L'acquiescement présumé dans le chef de la partie concernée ne suffit en effet pas à établir le bienfondé même de la demande de protection internationale de la partie requérante. Il ne saurait pas davantage lier le Conseil dans l'exercice de la compétence de pleine juridiction que lui confère à cet égard l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 (en ce sens : G. DEBERSAQUES en F. DE BOCK, « Rechtsbescherming tegenover de overheid bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen », Vrije universiteit Brussel, 2007, nr 49).

Il en résulte que, comme tel, le refus de la partie défenderesse de comparaître à l'audience ne peut être sanctionné par le Conseil, auquel il incombe de se prononcer sur le bienfondé de la demande de protection internationale de la partie requérante, en se basant à cet effet sur tous les éléments du dossier qui lui sont communiqués par les parties.

Il n'en demeure pas moins que l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 ne dispense pas la partie défenderesse de comparaître à l'audience, quand bien même elle n'aurait pas elle-même demandé à être entendue, audience au cours de laquelle elle pourrait notamment être amenée à répliquer aux éléments nouveaux invoqués par la partie requérante conformément à l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Dans la mesure où ce refus de comparaître empêcherait le Conseil, qui ne dispose d'aucun pouvoir d'instruction, de se prononcer sur ces éléments nouveaux, le Conseil n'aurait alors d'autre choix que d'ordonner à la partie défenderesse d'examiner ces éléments nouveaux et de lui transmettre un rapport écrit dans les huit jours, conformément à l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

2. Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissaire général »).

3. Le requérant, de nationalité algérienne, déclare avoir exercé dans son pays les métiers de conducteurs d'engins pour un entrepreneur et de guide-chauffeur pour des émirs saoudiens qui se rendaient chaque fin d'année en Algérie pour chasser des aigles. En novembre 2012, il a été contacté qui inconnus qui lui ont demandé de modifier son itinéraire et d'emmener l'émir qu'il escortait à des endroits précis. Le requérant a refusé de suivre ces instructions. Le 15 février 2013, il a reçu un nouveau coup de fil de ces personnes qui l'ont menacé parce qu'il n'avait pas exécuté leurs ordres. En novembre 2013, ces mêmes personnes lui ont ordonné par courrier d'emprunter un chemin déterminé et ont menacé de le tuer s'il ne s'exécutait pas. Craignant pour sa vie, le requérant a introduit une demande de visa pour la Belgique. Le 1^{er} décembre 2013, il a obtenu un visa et a quitté son pays pour arriver en Belgique le jour même. Il introduit sa demande d'asile le 9 décembre 2013.

4. Le Commissaire général rejette la demande d'asile de la partie requérante pour différents motifs. Tout d'abord, il estime que son récit manque de crédibilité et relève à cet effet des lacunes et des imprécisions dans ses déclarations concernant le groupe de personnes qui le menacent, la date à laquelle ces menaces ont commencé ainsi que le nombre de ces menaces. Elle constate également que certains documents déposés par le requérant contredisent ses propos et laissent penser que son départ aurait été planifié bien avant la survenance de la menace qu'il présente comme étant le fait à l'origine de sa fuite. Elle estime encore que le requérant ne dépose aucun document pertinent de nature à établir la crédibilité des menaces dont il serait victime. Elle considère également qu'à supposer que les faits invoqués par le requérant soient avérés, *quod non*, ils relèvent davantage du droit commun et ne peuvent en aucun cas être rattachés à l'un des critères retenus par la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Elle estime ensuite que le requérant ne démontre pas que les autorités algériennes n'ont pas la capacité ou la volonté de la protéger. Par ailleurs, elle soutient qu'à supposer que les menaces alléguées par le requérant soient établies, rien n'indique qu'il ne pourrait pas s'installer ailleurs en Algérie qu'à Ouled Djelal, son lieu de résidence. Il observe enfin que les documents produits par la partie requérante ne permettent pas de restituer à son récit la crédibilité qui lui fait défaut.

5. En l'espèce, le Conseil fait siens les motifs de l'acte attaqué à l'exception de celui relatif à la possibilité pour le requérant de s'installer dans une autre région en Algérie, motif que le Conseil juge peu pertinent dans le cadre de la présente demande d'asile. En démontrant l'absence de crédibilité du récit du requérant et en soulignant son absence de démarches auprès de ses autorités et son incapacité à établir que ces dernières ne veulent ou ne peuvent pas le protéger, la partie défenderesse expose à suffisance les raisons pour lesquelles la partie requérante ne remplit pas les conditions pour pouvoir bénéficier de la protection internationale.

6. La partie requérante critique la motivation de la décision.

7. Le Conseil constate que la partie requérante ne formule aucun moyen sérieux susceptible de mettre valablement en cause les motifs de la décision attaquée, autre que celui qu'il ne fait pas sien, et qu'elle ne fournit en réalité aucun éclaircissement de nature à établir la réalité des faits qu'elle invoque et le bienfondé de la crainte qu'elle allègue.

7.1. Dans sa requête, la partie requérante réitère qu'elle ignore l'identité des personnes qui la menacent. Elle avance que l'identité de ce groupe ne lui a jamais été communiquée afin d'éviter qu'elle fasse des démarches auprès des autorités. Elle ajoute qu'elle aurait porté plainte contre ce groupe si elle avait connu leur identité. Elle suppose néanmoins que ces personnes pourraient être des membres de la mafia ou des terroristes. Elle reproduit également un extrait du site internet www.diplomate.belgium.be relatif à des actions de nature terroriste perpétrés dans l'Est de l'Algérie et en particulier en Kabylie (requête, page 4). Elle avance en outre avoir cité plusieurs incidents qui justifient qu'elle n'ait pas demandé la protection de ses autorités (requête, page 7).

Le Conseil estime toutefois que ces développements n'apportent aucun éclaircissement sur le défaut de crédibilité du récit du requérant et ne permettent pas de justifier valablement qu'il ne se soit pas adressé à ses autorités afin de dénoncer les menaces dont il était victime. A la lecture de la documentation fournie par la partie défenderesse (dossier administratif, pièce 15), le Conseil observe que l'Etat algérien est activement engagé dans la lutte contre le terrorisme et le brigandage en Algérie ; le Conseil estime par ailleurs que le requérant reste en défaut de démontrer que ses autorités n'auraient ni la volonté, ni la capacité de le protéger contre les personnes qui le menacent. En définitive, le Conseil considère que l'absence totale de démarches entreprises par le requérant afin de solliciter une protection de ses autorités contribue à remettre en cause la réalité des menaces dont il déclare avoir été victime.

7.2. S'agissant des documents déposés dans le dossier administratif par le requérant, le Conseil se rallie entièrement à l'appréciation pertinente que la partie défenderesse a fait de ces pièces, laquelle n'est pas valablement contestée en termes de recours.

7.3. Les documents annexés à la requête, à savoir, le rapport 2013 de l'UNHCR sur l'état des droits de l'homme en Algérie et l'article internet « conseil aux voyageurs Algérie », ne permettent pas d'énervier les constats qui précèdent. Le Conseil constate qu'ils n'apportent aucun élément qui permette de remédier à l'in vraisemblance du récit du requérant. En outre, le Conseil rappelle que la simple invocation de violations des droits de l'homme existantes dans un pays ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays a des raisons de craindre d'être persécuté. Il incombe au requérant de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement des raisons de craindre d'être persécuté ou qu'il fait partie d'un groupe systématiquement exposé à des persécutions au regard des informations disponibles sur son pays ; ce à quoi il ne procède pas en l'espèce, au vu des développements qui précèdent.

7.4. En conclusion, le Conseil estime que les motifs de la décision attaquée, hormis celui auquel il ne se rallie pas, portent sur les éléments essentiels du récit de la requérante et qu'ils sont déterminants, permettant en effet à eux seuls de conclure à l'absence de crédibilité des persécutions qu'elle invoque et, partant, du bienfondé de la crainte qu'elle allègue ; il n'y a par conséquent pas lieu d'examiner plus avant les autres motifs de la décision et les arguments de la requête s'y rapportant, qui sont surabondants, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion.

8. Par ailleurs, la partie requérante sollicite le statut de protection subsidiaire.

Elle soutient qu'il convient de préserver le droit au respect de la vie privée et familiale du requérant conformément à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. A cet égard, le Conseil rappelle qu'en l'espèce, ni la partie défenderesse ni le Conseil n'ont compétence pour se prononcer sur la question d'une éventuelle violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme,

celle-ci ne relevant pas du champ d'application de la Convention de Genève et pas davantage de celui de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Partant, le moyen manque en droit.

Concernant la demande de protection subsidiaire du requérant, le Conseil estime que dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, que les faits invoqués ne sont pas établis et que la crainte alléguée n'est pas fondée, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour en Algérie le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

D'autre part, la décision attaquée considère qu'il n'existe pas actuellement dans les grands centres urbains d'Algérie de situation de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. La requête ne critique pas les arguments de la partie défenderesse sur ce point et ne produit aucun élément pertinent susceptible d'indiquer qu'un changement serait intervenu à cet égard dans les grands centres urbains en Algérie. Ainsi, ni le rapport 2013 de l'UNHCR sur l'état des droits de l'homme en Algérie ni les « Conseils aux voyageurs – Algérie » émanant du Service fédéral belge des Affaires étrangères annexés par la partie requérante à sa requête, ne suffisent à établir que la situation qui prévaut dans ce pays est constitutive d'une violence aveugle, ni par conséquent à inverser les conclusions faites par le Commissaire général quant à la situation sécuritaire prévalant actuellement en Algérie, dans les grands centres urbains.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder la protection subsidiaire à la partie requérante.

9. Entendue à sa demande conformément à l'article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante se réfère à l'audience aux écrits de la procédure.

10. En conclusion, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi. En conséquence, la partie requérante ne démontre pas en quoi le Commissaire général aurait violé l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre juillet deux mille quatorze par :

M. J.F. HAYEZ,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

J.F. HAYEZ